

# Du respect à défaut de solution

par

**Arnaud HUPPERTZ**

On ne va pas se mentir : la semaine a été difficile. La direction des Éditions de l'Avenir a annoncé vouloir supprimer 60 équivalents temps plein, sur un total de 280 travailleurs. Pas de grève : nous n'avons pas cessé de vous informer. 25 % de contenu a disparu du journal, comme 25 % de la rédaction pourrait disparaître. Vous avez été nombreux à nous soutenir. C'est la seule chose que je devrais retenir. Mais, deux faits que j'aurais jugés anecdotiques à un autre moment m'ont rappelé les problèmes de la presse. Tous deux provoqués par des politiques. Le premier : un échevin persuadé que son parti a perdu les élections à cause de l'Avenir qui aurait dit tellement de mal de sa commune.

On balaierait ces frustrations d'un revers de la main si elles ne se multipliaient pas. Nous n'avons pas à endosser les échecs des autres. Nous traitons ce qui se passe dans les communes avec honnêteté, sans parti pris, en relevant si besoin les échecs d'une majorité, les incohérences d'une opposition. L'autre incident : la liste d'une députée qui se permet de diffuser gratuitement du contenu payant, réservé à nos abonnés. C'est sûr : si le pillage continue, ça va être difficile de s'en sortir. Si les politiques veulent nous soutenir, plutôt que de beaux discours, et à défaut de solution, ils peuvent commencer par du respect.

De nombreux autres politiques brabançons ont été gentils de s'inquiéter de la situation. Avec sincérité, je pense. Ne les mettez pas tous dans le même sac. Jamais. De l'honnêteté. Pas de parti pris. Du journalisme. À 100 %.